

**DECRET N° 2015-422/PRES-TRANS/PM/MJDHPC du 09 avril 2015 portant organisation du
Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique. JO N° 30 DU 23
JUILLET 2015**

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION,
PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la constitution ;

VU la Charte de la Transition ;

VU le décret n°2014-001/PRES-TRANS du 18 novembre 2014 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n°2014-004/PRES-TRANS/PM du 23 novembre 2014 portant composition du Gouvernement ;

VU le décret n° 2015-145/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 09 février 2015 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Sur rapport du Ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux ;

Le Conseil des Ministres de la transition entendu en sa séance du 04 mars 2015 ;

DECRETE

—

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

—

Article 1 : L'organisation du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique (MJDHPC) est régie par les dispositions du présent décret et s'articule autour des structures suivantes :

- le Cabinet du Ministre ;
- le Secrétariat général.

TITRE II : ORGANISATION DU CABINET

—

CHAPITRE I : COMPOSITION

—

Article 2 : Le Cabinet du Ministre comprend :

- le Directeur de Cabinet ;
- les Conseillers Techniques ;

SECTION I : LE DIRECTEUR DE CABINET

- d'assurer la coordination des activités du Cabinet du Ministre ;
- d'organiser l'emploi du temps du Ministre en collaboration avec le Secrétaire particulier ;
- d'assister le Ministre dans la gestion des affaires réservées et confidentielles ;
- d'assurer les contacts officiels avec les cabinets ministériels et les Institutions en relation avec le Secrétaire général ;
- de l'assistance-conseil au Ministre ;
- d'exécuter toutes autres tâches à lui confiées par le Ministre.

Article 4 : le Directeur de cabinet est nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux. Il est placé hors hiérarchie administrative et assisté d'un assistant nommé par arrêté du Ministre.

Article 5 : Les Conseillers techniques assurent l'étude et la synthèse des dossiers qui leur sont confiés par le Ministre.

Ils sont choisis en raison de leur compétence technique et nommés par décret pris en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre.

Ils dépendent directement du Ministre et sont placés hors hiérarchie administrative.

Article 6 : L'Inspection technique des services veille à l'application de la politique du Ministère, assure le suivi conseil et le contrôle du fonctionnement des services ainsi que des projets et programmes.

A ce titre, elle est chargée :

Article 11 : La cellule des Chargés de mission regroupe entre autres, des cadres du département ayant occupé de hautes fonctions politiques, judiciaires et /ou administratives et qui rejoignent leur département ministériel en fin de mission. Ils assurent l'étude et l'analyse des dossiers spécifiques qui requièrent une bonne connaissance de l'administration publique ou de la justice qui leur sont confiés par le Ministre.

Article 12 : Les Chargés de mission sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Garde des Sceaux. Ils bénéficient des mêmes indemnités que les Chargés de mission du premier ministère.

Article 13 : Le Secrétariat Permanent du Comité Interministériel des Droits Humains et du Droit International Humanitaire assure le suivi des activités du Comité Interministériel des Droits Humains et du Droit International Humanitaire.

Article 14 : Placé sous l'autorité d'un Secrétaire permanent, le Secrétariat Permanent du Comité Interministériel des Droits Humains et du Droit International Humanitaire se subdivise en départements. Le Secrétaire permanent est nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il a rang de conseiller technique et bénéficie des mêmes avantages qu'un Conseiller technique.

Les Chefs de départements du Secrétariat Permanent du Comité Interministériel des Droits Humains et du Droit International Humanitaire sont nommés dans les mêmes conditions que le Secrétaire Permanent et ont rang de directeur de services centraux.

Article 15: Un décret pris en Conseil des ministres détermine l'organisation, les attributions et le fonctionnement du Secrétariat Permanent du Comité Interministériel des Droits Humains et du Droit International Humanitaire.

Article 16 : La Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire comprend :

- le secrétariat du directeur général ;
- la direction de la détention, de la sécurité et des opérations ;
- la direction du personnel;
- la direction du matériel et du budget ;
- la direction de la production pénitentiaire ;

L'organisation et le fonctionnement des établissements pénitentiaires sont régis par les textes y relatifs.

Article 21 : Le Secrétariat particulier est dirigé par un Secrétaire particulier nommé par arrêté du Ministre.

Il assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel et réservé du Ministre. Il organise l'emploi du temps du Ministre en collaboration avec le Directeur de cabinet et le protocole.

Article 22 : Le Protocole du Ministre est chargé de l'organisation des audiences et des déplacements du Ministre. Il est également chargé de l'organisation des cérémonies officielles du Ministre au besoin en relation avec la Direction générale du Protocole d'Etat.

Il est nommé par arrêté du Ministre.

Article 23 : Le comité ministériel de lutte contre le SIDA du secteur de la justice, des droits humains et de la promotion civique (CMLS/JDHPC) assure la coordination des activités de lutte contre le VIH/SIDA et les infections sexuellement transmissibles (IST) du secteur de la justice, des droits humains et de la promotion civique.

A ce titre, il est chargé :

de coordonner les activités de lutte contre le VIH/SIDA et les IST du secteur de la justice, des droits humains et de la promotion civique ;

de collaborer avec le Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre le SIDA et les IST ;

de collaborer avec les CMLS des autres secteurs ministériels et des comités non ministériels dans le cadre de la lutte multisectorielle contre le VIH/SIDA et les IST.

Article 24 : L'organisation et le fonctionnement du CMLS/JDHPC sont définis par arrêté du Ministre.

Le Comité ministériel de lutte contre le SIDA du secteur de la justice, des droits humains et de la promotion civique est placé sous la responsabilité d'un coordonnateur nommé par arrêté du Ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des sceaux.

Article 25 : Dans le cadre du renforcement du dialogue social entre l'administration et les organisations syndicales et de la gestion des préoccupations sectorielles des agents, des cadres de concertation pourront être créés par arrêté du Ministre.

SECTION XI : LA SECURITE DU MINISTRE

Article 26 : Le chef de sécurité du Ministre de la justice est chargé de la sécurisation de ses déplacements, de son domicile et des bâtiments abritant le Ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique.

Il est nommé par arrêté du Ministre sur proposition du Directeur général de la garde de sécurité pénitentiaire.

TITRE III : LE SECRETARIAT GENERAL

CHAPITRE I : COMPOSITION

Article 27 : Le Secrétariat général comprend :

- les services du Secrétariat général ;
- les structures centrales ;
- les structures déconcentrées ;
- les structures rattachées ;
- les structures de mission.

SECTION I : LES SERVICES DU SECRETARIAT GENERAL

Article 28 : Pour la coordination administrative et technique des structures du ministère, le Secrétaire général dispose :

- d'un Secrétariat particulier ;
- d'un Bureau d'études ;
- d'un Centre d'écoute et de documentation sur les droits humains ;
- d'un Service central du courrier ;
- d'un Service de la documentation et des archives ;
- d'un Service de la reprographie.

Article 29 : Le secrétariat particulier du Secrétaire général assure la réception et l'expédition du courrier confidentiel du Secrétaire général, la gestion du courrier ordinaire provenant du service central du courrier, des structures centrales, des structures déconcentrées, des structures rattachées et des structures de mission et en direction desdites structures.

Il assure la ventilation du courrier interne à destination des structures centrales. Il est dirigé par un

Elle est l'unité d'encadrement des juridictions.

Article 51 : La Direction Générale de la Politique Criminelle et du Sceau comprend :

- le Secrétariat du directeur général ;
- la Direction des affaires pénales, et du sceau ;
- la Direction des grâces et de l'exécution des peines ;
- la Direction des affaires sociales et de la réinsertion ;

Article 52 : La Direction Générale de Politique Criminelle et du Sceau est chargée :

- d'élaborer et de suivre la mise en œuvre de la politique pénale ;
- de participer à l'élaboration du programme pénitentiaire ;
- de superviser et contrôler l'ensemble des activités et services chargés de l'exécution des peines ;
- de concevoir et coordonner toutes les questions relatives au Sceau de l'Etat ;
- de promouvoir les peines et mesures alternatives à l'emprisonnement ;
- de suivre l'administration de la justice en matière pénale ainsi que les conventions internationales en matière pénale ;
- de proposer des notes, circulaires, ou directives susceptibles d'améliorer le bon fonctionnement des juridictions en matière pénale ;
- de donner son avis sur les textes législatifs ou réglementaires en matière pénale qui lui sont soumis par les différents départements ministériels et institutionnels ;
- de participer à la conception, à l'acquisition des infrastructures pénitentiaires ;
- d'assurer la formation professionnelle des détenus, la mise en œuvre et le suivi des mesures de réinsertion sociale des détenus ;
- de prendre en charge l'assistance sociale, psychologique et morale des détenus ;
- d'étudier toutes solutions tendant à l'humanisation des prisons et des autres centres de détention en liaison avec la DGGSP et la DGDDH ;
- de suivre et de gérer la santé des détenus ;
- de mettre en œuvre la coopération et les conventions et normes internationales en matière pénale ;
- d'élaborer en liaison avec les autres directions les projets de loi, ordonnances, décrets et circulaires en matière pénale.
- de suivre l'établissement des statistiques judiciaires en matière pénale.

Article 53 : La Direction Générale de la Défense des Droits humains comprend :

Article 54 : La Direction générale de la défense des droits humains est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du Ministère en matière de protection et de défense des droits humains.

A ce titre, elle est chargée :

- d'élaborer des rapports destinés aux instances de suivi des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- de mettre en place une base de données des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- d'œuvrer à la mise en conformité de la législation nationale aux accords internationaux relatifs aux droits humains ratifiés ;
- d'assurer la participation efficace aux rencontres régionales et internationales sur les droits humains et le suivi de veiller à la prise en compte des droits humains dans l'élaboration de la législation et des procédures nationales ;
- de vulgariser les accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- d'assurer la formation des acteurs nationaux chargés de la mise en œuvre des accords internationaux relatifs aux droits humains ;
- de suivre la coopération avec les institutions et mécanismes régionaux et internationaux traitant des questions des droits humains.
- de recevoir, étudier et donner des avis sur les dossiers de réclamations relatives à la violation de leurs droits;
- de contribuer au respect des droits humains dans les lieux de détention ;
- de contribuer au renforcement et à la protection des droits des personnes vulnérables ;
- de contribuer par la médiation à la gestion des conflits communautaires ;
- de mettre en œuvre toutes mesures susceptibles d'assurer la meilleure protection des droits catégoriels ;
- de contribuer à l'élaboration des normes de protection des droits catégoriels ;
- de contribuer à l'application effective des normes de protection de droits catégoriels.

Article 55 : la Direction générale de la Promotion des Droits humains comprend :

- le Secrétariat du directeur général ;
- la Direction de l'éducation aux droits humains ;
- la Direction du partenariat.

Article 56 : la Direction générale de la Promotion des droits humains est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du Ministère en matière de droits humains et de suivi du partenariat.

Ace titre, elle est chargée :

- d'informer, de former, et sensibiliser les citoyens sur leurs droits ;

Article 57 : La Direction générale de la Promotion civique est chargée de la coordination et de l'impulsion de l'action du ministère en matière de civisme, de citoyenneté, de tolérance et de paix.

La Direction générale de la Promotion civique comprend:

- la Direction de l'éducation au civisme et à la citoyenneté ;
- la Direction de la promotion de la tolérance et de la paix.

Article 58: La Direction Générale de la Promotion Civique est chargée:

- d'informer, de former et de sensibiliser les populations et les autres acteurs publics et privés en matière de civisme et de citoyenneté ;
- d'organiser des fora sur le civisme et la citoyenneté et de mettre en œuvre les recommandations ;
- de vulgariser les textes et documents relatifs au civisme et à la citoyenneté ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie qui conduit les citoyens, conscients de leurs droits et devoirs, à adopter un comportement civique ;
- d'introduire l'éducation au civisme, à la citoyenneté dans le système d'éducation formelle et non formelle en relation avec les ministères compétents ;
- de prendre des mesures tendant à promouvoir le respect, l'attachement et le dévouement des citoyens pour la patrie, la collectivité, la famille et les individus ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre un mécanisme de communication et d'information portant sur le civisme ;
- de contribuer à la promotion de la délivrance des actes de l'état civil ;
- de promouvoir une prise de conscience par les opinions publiques des pays membres des organisations sous régionales et régionales un besoin commun de civisme, de sécurité et de protection de notre environnement ;
- de promouvoir une culture de tolérance et de paix;
- de mettre en œuvre des mesures spécifiques tendant à lutter contre les actes de violences et d'incivisme ;
- de mettre en œuvre et de suivre la stratégie nationale de la promotion d'une culture de la tolérance et

de la paix ;

- de prévenir les conflits communautaires ;
- de promouvoir des mécanismes endogènes de paix et de tolérance.

Article 59 : La Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS) comprend :

- la Direction de la Prospective et de la Planification Opérationnelle (DPPO) ;
- la Direction de la Formulation des Politiques (DFP) ;
- la Direction du Suivi, de l'Evaluation et de la Capitalisation (DSEC) ;
- la Direction des Statistiques Sectorielles (DSS) ;
- la Direction de la Coordination des Projets et Programmes (DCPP) ;

Article 60: La Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS) est chargée de la conception, de la programmation, de la coordination, du suivi et de l'évaluation des actions de développement du Ministère.

A ce titre, elle est chargée notamment :

- d'élaborer et de suivre la mise en œuvre des politiques, stratégies, plans, projets et programmes du Ministère;
 - de réaliser toute étude se rapportant aux projets et programmes de développement, d'assurer leur coordination et suivi-évaluation ;
 - de proposer toute étude nécessaire à la dynamisation du ministère ;
 - de proposer sur la base des orientations sectorielles la mise en place de projets et programmes ;
 - d'organiser les revues sectorielles à mi-parcours et annuelles de mise en œuvre des politiques sectorielles ;
 - d'animer les cadres sectoriels de dialogue ;
 - d'élaborer le programme d'activités consolidés du ministère assorti de projets de lettres de missions pour les structures du Ministère ;
 - d'élaborer les rapports d'activités consolidés à mi-parcours et annuels du ministère assortis d'une évaluation des performances des structures du Ministère ;
- d'organiser les cadres de concertation sectoriels (CASEM, Conseil de cabinet, Comité - de pilotage, Cadre sectoriel de dialogue, etc.) et suivre la mise en œuvre des recommandations issues de ces cadres ;
- de suivre les relations de coopération avec les partenaires techniques et financiers ;
 - de mobiliser les financements au profit du ministère par l'organisation des tables rondes sectorielles ;
 - de participer aux négociations relevant du domaine de la coopération technique ou de financement des projets et programmes de développement ;
 - d'identifier et de suivre les actions des intervenants extérieurs (autres projets et programmes intervenant au ministère, ONG, OSC, secteur privé et collectivités territoriales) par des rapports périodiques en termes de contributions à la mise en œuvre des politiques sectorielles ;
 - de veiller à la prise en compte des thématiques transversales dans les politiques du Ministère ;
 - de coordonner l'élaboration et la mise en œuvre du budget-programme du ministère ;
 - d'élaborer le programme d'investissement public et de suivre son exécution ;
 - de capitaliser les actions de développement réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des

Elle est en outre chargée d'assurer le secrétariat de la commission d'avancement et de la commission de discipline des magistrats, de la commission d'affectation et du conseil de discipline des personnels du Ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique.

Article 64 : La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle est chargée :

- de conduire toutes les activités de communication ;
- d'assurer la rédaction journalière d'une revue de presse des quotidiens et hebdomadaires de la presse locale sur les questions spécifiques au secteur de la justice et des droits humains et du civisme ;
- d'assurer la couverture médiatique de toutes les activités de l'appareil judiciaire et des autres services du Ministère ;
- de collecter et de traiter l'information judiciaire ;
- d'initier des campagnes de sensibilisation sur les questions judiciaires, de droits humains et de civisme, notamment par des émissions audio-visuelles et la production d'articles en direction du public ;
- de servir de point focal entre les médias et le Ministère en matière d'information ;
- de concevoir et animer un bulletin d'information sur les activités et programmes du Ministère ;
- d'assurer la mise à jour du site web du Ministère.

Article 65: La Direction de l'accès à la justice et de l'aide aux victimes est chargée :

- de coordonner les actions relatives à l'accès à la justice ;
- de traiter les plaintes et réclamations des victimes et donner des avis sur les dossiers de plaintes et de réclamations, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- d'étudier les dossiers transmis par le Médiateur du Faso ;
- de suivre et faciliter l'exécution des décisions, en collaboration avec tout service ou juridiction intéressé ;
- de mener toutes autres activités à lui confiées par le Ministre.

Article 66 : La Perception Spécialisée est chargée :

- d'encaisser les recettes de services définies par les lois et règlements ;
- d'assurer le versement des recettes collectées auprès du receveur général ;
- de centraliser les opérations des régies de recettes ;
- de gérer les quittances et valeurs ;
- de produire les situations statistiques ;

Article 76 : Le Ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Michel KAFANDO

Le Premier Ministre

Yacouba Isaac ZIDA

Le Ministre de la Justice, des Droits humains
et de la Promotion civique, Garde des Sceaux

Joséphine OUEDRAOGO

LEGENDE DE L'ORGANIGRAMME DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION CIVIQUE

CEDDH	Centre d'écoute et de documentation sur les droits humains
CIMDH	Comité Interministériel des droits humains et du droit international humanitaire
CNC	Commission nationale de codification
CONAHDA	Commission Nationale pour l'Harmonisation du Droit des Affaires
DACCAS	Direction des Affaires civiles, commerciales, administratives et sociales
DAF	Direction de l'Administration et des finances
DAPS	Direction des Affaires Pénales et du Sceau
DASR	Direction des affaires sociales et de la réinsertion
DCPM	Direction de la Communication et de la presse ministérielle
DCPP	Direction de la coordination des projets et programmes
DDSO	Direction de la détention de la sécurité et des opérations
DECC	Direction de l'éducation au civisme et à la citoyenneté
DEDH	Direction de l'Éducation aux droits humains
DGAJJ	Direction générale des Affaires Juridiques et Judiciaires
DGDDH	Direction Générale de la défense des droits humains
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques sectorielles
DGEP	Direction des Grâces et de l'Exécution des Peines
DGREF	Direction des greffes
DGPCS	Direction générale de la politique criminelle et du sceau
DGPDH	Direction Générale de la promotion des droits humains
DGPC	Direction Générale de la promotion civique
DGGSP	Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire
DLCJ	Direction de la législation et de la coopération judiciaire
DFP	Direction de la formulation des politiques
DMP	Direction des Marchés Publics
DP	Direction du Partenariat
DPP	Direction de la production pénitentiaire
DPPO	Direction de la prospective et de la planification opérationnelle

DPTP	Direction de la Promotion de la tolérance et de la paix
DPVDH	Direction de la Protection et de la violence contre les droits humains
DRPDH	Direction Régionale de la promotion des droits humains
DRGSP	Direction Régionale de la Garde de Sécurité Pénitentiaire
DRH	Direction des Ressources humaines
DS	Direction de la sécurité
DSAI	Direction du Suivi des accords Internationaux
DSEC	Direction du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation
DSS	Direction des statistiques sectorielles
ENGSP	Ecole nationale de la Garde de Sécurité pénitentiaire
FAJ	Fonds d'Assistance judiciaire
PS	Perception Spécialisée